



XXVIIe université annuelle du Club de l'Horloge

Samedi 8 et dimanche 9 octobre 2011

**PRÉSIDENTIELLE 2012 : POUR QUE LES ÉLECTEURS DE DROITE
NE SOIENT PLUS TROMPÉS**

**La droite doit-elle accepter l'idéologie de la super-classe
mondiale ?**

Communication de Jean Violette



La droite doit-elle accepter l'idéologie de la super-classe mondiale ?

La droite doit-elle accepter l'idéologie de la super-classe mondiale ? Doit-elle **continuer** d'adhérer à cette idéologie serait plus approprié, du moins pour la droite de gouvernement...

La réponse à la question est en tout cas bien sûr *négative*, si l'on souhaite que la droite ait un avenir en France... En effet :

- la droite de gouvernement (c'est-à-dire la droite représentée au Parlement) a adopté la nouvelle idéologie dominante ;
- la droite de gouvernement est donc **de moins en moins populaire** et sa base électorale se réduit en conséquence : elle est devenue une droite oligarchique ;
- la droite de gouvernement ne mène plus de ce fait une politique « de droite » : elle est devenue de moins en moins discernable de la gauche, en vérité, car les deux communient dans la même idéologie ;
- la droite de gouvernement ne peut espérer triompher que par défaut et dans un système politique verrouillé, dans le spectacle d'une opposition gauche/droite devenue factice ;
- un tel système est cependant en train **d'imploser** ; si la droite oligarchique continue d'adhérer à l'idéologie de la super-classe mondiale, elle s'enferme dans une impasse politique qui ne peut que mener à sa destruction.

I

Pourquoi la droite de gouvernement a-t-elle adopté l'idéologie de la super-classe mondiale ?

Pour deux raisons :

- parce qu'elle a abandonné à la gauche la lutte idéologique dans la seconde moitié du XX^e siècle ;
- parce qu'elle est devenue oligarchique à son tour, en devenant le syndic de l'oligarchie mondialiste, c'est-à-dire des intérêts des grandes banques et des entreprises transnationales.

A) La droite a abandonné à la gauche la lutte idéologique et métapolitique :

La droite de gouvernement a abandonné la lutte des idées. Elle a abandonné l'initiative à la gauche dans ce domaine. Or, la nouvelle idéologie dominante s'enracine dans l'utopie de gauche, même si elle renouvelle l'égalitarisme.

A1) Trois moments clés dans cet abandon : 1945, Mai 1968 et 1986-1988

-1945 : La révolution initiée en 1944 disqualifie les idées et les hommes de droite en les assimilant à la Collaboration ; la Libération contribue à asseoir la domination intellectuelle de la gauche, elle-même placée dans l'orbite du Parti communiste. La droite entre alors en **dormition**.

-Mai 1968 : Par la « révolution des mœurs » et des idées qu'elle provoqua, la révolution intellectuelle de mai 1968 est avant tout **une révolution de l'égo**, de l'individualisme narcissique. Mai 1968 a conduit à mettre en suspicion, et donc à détruire, tout ce qui était perçu comme limitant l'égo, c'est-à-dire à délégitimer les disciplines culturelles et sociales notamment, c'est-à-dire en réalité les valeurs de la droite classique.

-1986-1988 : C'est-à-dire l'ouverture de la cohabitation et la percée du Front national. 1986-1988 est un tournant pour la droite de gouvernement pour plusieurs raisons :

– la cohabitation politique scelle d'abord **une connivence idéologique** avec la gauche qui ira croissant, incarnée d'ailleurs dans la personne et le parcours de J. Chirac ; la cohabitation introduit aussi l'idée, nouvelle en France, d'une **interchangeabilité** du personnel politique de gauche et de droite : des hommes de couleur politique différente pouvant désormais appliquer la même politique ;

– ensuite, dans le souci de se démarquer du Front national et de répondre ainsi aux accusations permanentes de collusion (« lepenisation des esprits ») proférées par la gauche, la droite de gouvernement **va renforcer son alignement sur les positions sociétales de la gauche**, en reniant d'ailleurs une part importante de sa plateforme électorale de 1986. Exemple :

- refus de revenir sur la peine de mort ;
- refus de l'immigration zéro ;
- refus de remettre en cause le collègue unique ;
- reprise à son compte de la thématique de la lutte contre les « exclusions », les « phobies », extension progressive du Pacs, promotion de la « diversité » et de la « discrimination positive », etc. ;
- non remise en cause des lois mémorielles liberticides, et elle en a rajouté, au surplus.

Cette évolution va initier une rupture avec sa base populaire qui ira croissant : Enfin la droite de gouvernement choisit dans ces conditions de **combattre la gauche avant tout sur le terrain de l'économie**, retournant ainsi à ses errements des années 1970. Elle trouve habile de se réclamer du mouvement néo-libéral anglo-saxon (correspondant alors à la période Thatcher/Reagan). Elle utilise alors l'appareil intellectuel du néo-libéralisme pour lutter contre les socialistes.

Mais avec une différence de taille : alors que les Anglo-Saxons pratiquaient l'alliance des libéraux en économie avec les « social conservatives », c'est-à-dire des partisans d'un retour aux traditions en matière sociale, la droite de

gouvernement renie progressivement son positionnement socialement conservateur (pour se démarquer du Front national).

A2) Aujourd'hui la droite de gouvernement n'a plus rien à nous dire qui la différencie vraiment de la gauche car droite et gauche de gouvernement ont **convergé autour d'un socle commun de croyances**. C'est pourquoi, dans la pratique, les politiques conduites ne divergent qu'à la marge : seule diffère **la communication**, c'est-à-dire l'emballage médiatique de ces politiques :

- la droite s'est ralliée aux valeurs de la gauche et à la révolution narcissique initiée par Mai 1968 car elle a cru habile de tenter de déborder la gauche sur son propre terrain idéologique ;

- la gauche s'est ralliée à l'économie de marché et au libre-échange mondialiste, après la chute de l'URSS et l'échec économique du socialisme incarné. Trois hommes de gauche ont joué un rôle central dans cette évolution : J. Delors, P. Lamy et M. Candessus ;

- droite et gauche ont repris à leur compte le discours de « l'avant-garde » dont la mission serait de changer la société (« changer la vie », « réforme » ou « rupture » : de 1981 à 2007 le slogan est le même) pour faire le bonheur des gens malgré eux ;

- les deux communient aussi dans une même exécration d'une « extrême droite » mythique, érigée au rang de Mal absolu (par contre, l'extrême gauche reste fréquentable).

C'est ce recentrage idéologique que traduit l'éclosion de la nouvelle idéologie dominante, car celle-ci est justement un cocktail idéologique : l'esprit de Mai 1968 – le cosmopolitisme –, le libre-échange mondialiste et le capitalisme financier dérégulé.

Jusqu'au début des années 1980 en France la gauche et la droite adoptaient encore des positions tranchées sur bon nombre de sujets, en particulier parce que la gauche restait dans l'orbite du marxisme. Mais aujourd'hui la gauche ne se distingue plus de la droite (et réciproquement) que sur des détails et sur des personnes (au demeurant interchangeables dans le cadre des « ouvertures » périodiques).

Ainsi le slogan de l'université d'été de l'UMP (« La République qui agit, la République qui protège ») reprend en fait mot pour mot le thème de la campagne socialiste pour les législatives de 2007. Cf. aussi l'interview de Carla Bruni-Sarkozy sur BBC World estimant que l'UMP était « presque un parti de démocrates de gauche » (*Les Echos* du 27/9/2011).

Chacun vend donc désormais presque les mêmes produits politiques : seul change l'emballage médiatique.

Même s'il subsiste encore des différences de ton (ex. le **discours** de gauche est plus laxiste que la droite en matière d'immigration, ce qui explique que le vote des personnes d'origine immigrée se porterait plus en sa faveur ; il est aussi plus favorable aux politiques redistributives), la ligne de partage idéologique entre la gauche et la droite, telle qu'héritée du XIX^e, **tend à se brouiller en pratique**. Exemples :

- La gauche a nationalisé et privatisé tout à la fois ; elle a prôné la relance et la rigueur tout à la fois, comme la droite ;

- Toutes deux ont fait progresser les prélèvements publics (le taux de prélèvements publics devrait passer à 44,5% du PIB en 2012... si l'on en croit le PLF 2012 ; il était de 41,1% en 1981, 43,2% en 1986, 43,7% en 1995, 44,9% en 1999) ;

- Deux « socialistes » ont été nommés, P. Lamy, DG de l'OMC, et D. Strauss-Kahn, DG du FMI, et c'est N. Sarkozy qui prétend « réguler le capitalisme » ou promouvoir « une régulation sociale mondiale » au G20 (*Le Bulletin quotidien* du 27/9/2001)... C'est P. Lamy qui a déclaré que « la démondialisation est un concept réactionnaire » (*Le Monde* du 1/7/2011) et Ch. Lagarde qui a dit « Il faut éviter le pire : le protectionnisme, car le protectionnisme c'est la guerre » (le 14/1/2011).

C'est la droite qui a pris les mesures les plus contestables en matière d'immigration ou d'enseignement (c'est Sarkozy qui se déclare contre l'immigration zéro, pour « l'immigration choisie » et le socialiste Valls qui préconise des quotas d'immigration). Qui a déclaré « L'éducation doit être le meilleur rempart contre toutes les formes de négationnisme, d'antisémitisme et de racisme » ? Luc Chatel (*Le Monde* du 6 septembre 2011).

La gauche et la droite ont également présidé aux transferts de souveraineté dans le cadre de l'Union européenne. La gauche comme la droite ont creusé les déficits publics (la droite même plus que la gauche, d'ailleurs, abandonnant ainsi sa tradition historique de rigueur financière). Kouchner a inventé le droit d'ingérence humanitaire dans les années 1980, Sarkozy a inventé la « responsabilité de protéger » à propos de la Libye. Etc.

Moralité : plus rien ne différencie vraiment droite et gauche de gouvernement.

Ce recentrage traduit le fait que les partis de gauche et de droite de gouvernement – c'est-à-dire les catégories politiques héritées du XIX^e siècle et revisités à la Libération et qui structurent le paysage politique depuis 1945 – **ont réalisé l'essentiel de leur projet à la fin du XX^e siècle :**

- le capitalisme a triomphé du communisme et est devenu mondial. Avec la disparition de la menace communiste, la bourgeoisie est revenue à son inspiration initiale, c'est-à-dire l'esprit des Lumières, et abandonne progressivement ce qui lui restait de conservatisme social, de patriotisme et de rigueur morale ;

- la gauche a réussi à révolutionner la société conformément à son idéologie égalitaire, laïque et libertaire ; elle a créé la société des individus en instaurant l'Etat Providence sur la déconstruction des institutions naturelles, communautaires, religieuses et sociales.

De fait cette gauche et cette droite **n'ont plus rien à dire sur le monde d'après leur victoire, mais qui est désormais notre monde à nous** : elles n'ont plus de projet « révolutionnaire » puisque leur révolution est accomplie. Leur seul projet est en réalité conservateur : il vise seulement à poursuivre dans la voie tracée et surtout à conserver le pouvoir et ses avantages coûte que coûte.

B) La droite a aussi adhéré à la nouvelle idéologie dominante car elle est devenue oligarchique à son tour, c'est-à-dire qu'elle s'est mise prioritairement au service d'intérêts privés.

Pourquoi la droite s'est-elle ralliée à l'oligarchie mondialiste ?

B1) Tout simplement **parce que la politique est devenue médiatique en Occident** à la fin du XX^e siècle : pour gagner les élections il faut désormais maîtriser les médias car c'est un moyen de sidérer les électeurs et *pour acheter les médias il faut de plus en plus d'argent*. Ce qui explique que les politiques adoptent désormais une « relation décomplexée » vis-à-vis de l'argent (*sic*). L'argent permet de réussir en politique ; la politique permet de gagner de l'argent et d'en faire gagner à ceux qui ont sponsorisé votre élection.

Les médias servent à promouvoir ou à diaboliser les politiques, le suffrage n'ayant plus pour fonction aujourd'hui que de donner l'onction « démocratique » à ceux que le système médiatique a déjà intronisés.

Le système politique occidental est donc devenu totalement dépendant du système économique à la fin du XX^e siècle car, comme le dit le proverbe, ce sont ceux qui payent les musiciens qui décident de la musique. Et comme ce sont les entreprises transnationales qui sont les plus riches et les plus puissantes, ce sont elles qui finissent par décider en dernier ressort. Les lobbies économiques ont donc désormais plus de pouvoirs que l'électeur dans toutes les « démocraties » occidentales, y compris en Europe et c'est nouveau à cette échelle.

En Irlande ils ont **menacé** les électeurs de représailles économiques si ces derniers maintenaient leur refus d'approuver le Traité européen. En France, Coca-Cola a décidé de geler un investissement en écho au projet de taxation des boissons sucrées. Que ne feront-ils pour que leur candidat gagne les élections de 2012 ?

Comme le montre l'actualité, **ce sont eux qui décident ce qui est bon pour nous** : plus d'immigration, plus de « métissage » et de « discrimination positive » (G. Mestrallet), plus de médicaments (M. Servier), plus de privatisations, plus de dérégulation, plus de travail le dimanche (M. Attali), plus d'impôts... et qui nous disent aussi pour qui il ne faut pas voter, comme la présidente du MEDEF L. Parizot qui préconise aussi une société « ouverte et métissée ».

Il est donc loin le temps où « la politique de la France ne se fait pas à la corbeille ». Aujourd'hui, c'est la corbeille qui fait et défait les politiques. Les politiques sont réduits à l'état de syndics. D'où la défiance croissante de l'opinion à l'égard de la classe politique. Le sentiment domine que la classe politique ne s'intéresse pas aux préoccupations de la France d'en bas et qu'elle est « **corrompue** », précisément : car il devient visible qu'elle s'intéresse de plus en plus aux intérêts particuliers. On notera que, selon Transparency International, la France est passée au 25^e rang en matière de corruption contre 18^e en 2007...

B2) La droite de gouvernement est ainsi devenue oligarchique à son tour. Elle est devenue une droite d'appareils, au service des grands intérêts financiers. En témoigne aussi l'interpénétration croissante entre le monde politique et le monde des grandes entreprises et de la finance internationale : de nombreux politiques trouvent un débouché professionnel dans ces grandes entreprises ou dans les cabinets de conseil dont ils servent les activités de lobbying. En témoigne aussi l'interpénétration entre les intérêts des banques et la politique des gouvernements, notamment quand ils font appel au contribuable pour venir au secours des banques.

Cette évolution oligarchique s'est produite en plusieurs temps :

- d'abord, face à la victoire de la gauche en 1981, la droite s'est rapprochée des milieux économiques, qui s'inquiétaient alors de la perspective d'une « rupture » socialo-communiste (même si cette menace a ensuite fait long feu) ;

- ensuite, la mise en œuvre des privatisations a renforcé ses liens avec les milieux économiques et financiers, car ce sont eux qui tirent le plus grand bénéfice de la mise en vente des biens publics (comme, sous la Révolution, la bourgeoisie a profité de la mise en vente des biens nationaux) ;

- plus elle se rapprochait des positions sociétales de la gauche, plus la droite se rapprochait en réalité des intérêts des grandes entreprises. Car il y a une **convergence historique entre l'idéologie narcissique de Mai 1968, qui constitue le socle de la nouvelle idéologie dominante, et les intérêts du nouveau capitalisme transnational**, et cela pour deux raisons :

- **Mai 1968 a été le brise-glace du néo-capitalisme dérégulé**, c'est-à-dire de l'avènement d'une société où l'économie n'obéit plus à aucune règle (l'économie est désormais dérégulée, c'est-à-dire **déréglée** au sens propre). L'extrême gauche a réussi non pas à promouvoir le « socialisme » mais, au contraire, à détruire tout ce qui pouvait résister à l'instauration de la loi de l'argent roi, en créant l'individu égotique, simple objet interchangeable du système économique ;

- Derrière les valeurs prétendues de l'idéologie dominante **il y a toujours des intérêts économiques très concrets**. Ainsi :

- l'immigration a été voulue par les grandes entreprises pour baisser les coûts salariaux et diminuer le pouvoir des organisations syndicales ;
- le travail des femmes et la « parité » ont été encouragés par les entreprises pour les mêmes raisons ;
- la discrimination positive est un argument de vente dans les pays d'Afrique et un moyen pour les grandes entreprises de renforcer le contrôle des salariés autochtones ;
- le communautarisme est un créneau publicitaire et commercial porteur ;
- la promotion de « l'Etat de droit » a fait le bonheur des cabinets d'avocats internationaux et des professions juridiques ;
- les lois mémorielles et « antiracistes » font vivre tout un réseau d'associations qui profitent des procès qu'elles intentent à ce titre.

– enfin, plus elle s’est coupée du peuple, moins la droite de gouvernement a été capable de s’émanciper du poids des lobbies économiques et de faire prévaloir un intérêt commun.

II

En se ralliant à la nouvelle idéologie dominante la droite de gouvernement a cependant commis deux erreurs fatales :

-d’abord, cette idéologie est aux antipodes des valeurs de la droite. En s’y ralliant, la droite de gouvernement a donc réalisé un hara-kiri idéologique : elle a détruit son identité sur l’autel des ambitions personnelles et politiciennes ;

-ensuite, elle s’est ralliée à une idéologie qui est en train de devenir minoritaire dans l’opinion européenne autochtone ; la droite de gouvernement s’est donc condamnée à voir sa base électorale se réduire : c’est notamment le drame de la présidence Sarkozy.

A) L’idéologie à laquelle s’est ralliée la droite de gouvernement est aux antipodes des valeurs de la droite :

Cette idéologie repose sur **un credo**, des formules toujours répétées par l’ensemble du système et qui tendent à devenir des **tabous**. Dix tabous principaux :

– les nations et les frontières sont dépassées ; les problèmes contemporains ne peuvent être réglés que par une gouvernance mondiale ; les Etats sont trop étriqués pour y faire face ;

– le protectionnisme c’est la guerre ; plus le commerce et la banque sont libres de toute entrave étatique, plus ils procurent la paix et la prospérité ;

– l’initiative privée est toujours plus efficace et plus économe que l’action des Etats ;

– l’immigration (de peuplement) est une chance pour la France (ou pour l’Europe) ; il n’y a aucune relation entre insécurité et immigration, entre chômage et immigration ; la France a toujours été un pays d’immigration ; nous sommes tous des immigrés ;

– les races humaines, les différences humaines ou entre les sexes n’existent pas : elles ne sont que le produit arbitraire de la culture ; elles ne sont que de peu d’importance pour la société. Par contre, la diversité et le métissage sont un atout ;

– toutes les cultures se valent (mais la nôtre est quand même plus mauvaise) ; toutes les religions sont respectables (sauf le catholicisme, que l’on peut critiquer et moquer sans être accusé de « cathophobie ») ;

– tous les hommes ont les mêmes droits imprescriptibles ; les étrangers sont, chez nous, chez eux (F. Mitterrand) ; tous les étrangers sont nos frères ;

– il faut lutter contre toutes les discriminations, contre toutes les exclusions (seule l’exclusion par l’argent est légitime...) et contre le « racisme et la xénophobie » ;

- il ne faut pas confondre islam et islamisme ; l'islam est une religion comme les autres, tout à fait compatible avec l'Europe (l'Europe ne doit pas être un « club chrétien » pour J. Attali) ;
- nous avons une dette morale vis-à-vis de l'Afrique et des Noirs en particulier.

Ces tabous constituent une idéologie, c'est-à-dire **un discours au service d'un projet politique** (J. Baechler), qui s'enracine dans l'utopie égalitaire, constructiviste et cosmopolite, c'est-à-dire dans une vue du monde étrangère aux valeurs et principes de la droite.

A1) L'idéologie dominante renouvelle en effet l'égalitarisme.

Elle se rattache clairement à l'univers intellectuel de la gauche, à une nuance près mais qui est de taille : *la question de l'égalité des conditions économiques* et de la répartition des richesses – qui était au cœur du projet de redistribution égalitaire au XX^e siècle – a été mise en sourdine dans la nouvelle idéologie dominante. Ce n'est pas fortuit puisque la super-classe dirigeante a justement creusé les inégalités économiques et sociales à son profit.

L'idéologie dominante continue de préconiser **l'ingénierie sociale** (ex. pour introduire la « diversité », la « discrimination positive », pour obliger à être « éco-responsable »), elle continue de vouloir « changer la société », mais justement dans des domaines **qui ne sont plus ceux de l'égalité économique**. Elle prône l'égalité des sexes, des « genres », des étrangers et des nationaux, des délinquants et des honnêtes gens, mais se garde bien d'évoquer l'égalité des revenus. Elle récuse toutes les « discriminations » mais, bien sûr, pas celles résultant de la possession de la richesse et de la propriété. On pourrait même dire que tout le discours dominant sur la lutte « contre les discriminations » ou « l'exclusion » n'est qu'un **dérivatif**, une dérivée selon la sociologie de Pareto, c'est-à-dire un leurre idéologique destiné à faire oublier la dure réalité de l'explosion des inégalités sociales.

L'idéologie dominante renouvelle donc le constructivisme : il faut toujours « changer la société » mais évidemment plus pour sortir du capitalisme. La super-classe mondiale a repris à son compte le mythe de « l'avant-garde » qui doit guider le peuple, au nom d'un nouveau despotisme éclairé. Ce constructivisme est lui aussi contraire aux valeurs de la droite.

Le multiculturalisme, qui est l'autre nom du cosmopolitisme, est une sorte d'aboutissement du projet égalitaire, comme le fait remarquer Richard Millet (*Fatigue du sens*, éd. P.G. de Roux, 2011) : « La balkanisation ethnico-raciale remplace le génie de consensus national » (page 116).

A2) L'idéologie dominante renouvelle aussi le cosmopolitisme, en lui donnant une teinture libérale et économiste.

L'idéologie dominante est héritière de l'esprit de Mai 1968 car elle valorise l'individualisme radical (« narcissisme » selon Ch. Lasch), étape préalable à la

transformation de l'homme en simple ressource humaine interchangeable pour les besoins de l'économie.

Cette idéologie ne cesse de se référer aux droits abstraits de l'homme que **pour contrer** les droits et les préférences légitimes des citoyens et les identités. L'idéologie dominante a pour ennemi l'Etat, la nation, la famille, les traditions et les identités, en les présentant comme oppressives des « droits » prétendus des individus. Elle contredit donc sur ce plan tous les principes de la droite.

Cette idéologie est clairement cosmopolite.

Or le cosmopolite est **un dandy politique égoïste**, un irresponsable étranger à sa cité et qui traverse le monde en touriste perpétuel : il se déclare partout chez lui (« le monde est ma tribu », écrit G. Sorman) pour cacher qu'il ne veut plus se sentir concerné par le sort de ses proches. Comme l'avertissait J.J. Rousseau (*Emile ou De l'éducation*), « Défiez-vous de ces cosmopolites qui vont chercher au loin dans leurs livres des devoirs qu'ils dédaignent de remplir autour d'eux. Tel philosophe aime les Tartares pour être dispensé d'aimer ses voisins ».

Tout le discours dégoulinant sur « l'ouverture à l'autre », sur le « devoir d'accueil des immigrés » ou sur « l'urgence humanitaire » (la Somalie !), qui est la marque de l'idéologie dominante, **sert à masquer l'égoïsme radical de la super-classe mondiale** qui sacrifie les peuples – en particulier SON peuple, ses vrais « prochains » – à ses seuls intérêts. On pleure pour la Somalie. Mais on reste indifférent au sort de ses concitoyens qui ont perdu leur emploi ou au sort des victimes de l'insécurité. Les pauvres ne concernent la super-classe mondiale qu'à la condition d'être... très éloignés !

Le cosmopolite est donc fondamentalement **un libertin immoral** : il ne s'intéresse pas aux conséquences de sa posture, comme le montre le drame de l'immigration de peuplement en Europe. Il se drape dans les oripeaux du défenseur des « droits de l'homme » secourable au pauvre immigrant, mais ignore superbement les souffrances qu'engendre l'immigration chez son peuple (souffrances qu'il récuse d'ailleurs, car il ne les connaît pas).

Son humanisme est vicié : le cosmopolite ignore que la liberté de l'homme est ancrée dans son identité et que celle-ci est façonnée par les disciplines culturelles et les traditions de la communauté dans laquelle il vit. Il ignore aussi que les libertés individuelles s'ancrent dans les libertés politiques, **c'est-à-dire dans la souveraineté des Etats**. Le cosmopolite qui rejette les traditions concrètes de sa communauté et qui refuse toute loyauté à l'égard de la nation **détruit en réalité les fondements de toute morale et de tout ordre social**. Il suffit de voir le comportement personnel des membres de l'oligarchie (de J.-M. Messier à DSK, en passant par la « République des mallettes ») pour comprendre que cette idéologie conduit fatalement à l'immoralité. L'oligarchie c'est l'aristocratie moins la morale, moins le sens du bien commun, en effet.

Plus fondamentalement, la super-classe mondiale veut transformer les hommes en « ressource humaine » docile et interchangeable, au service de l'économie, c'est-à-dire de ses intérêts. Pour ce faire **elle doit les dépouiller de ce qui fait leur humanité**, notamment leur identité, leurs différences et leurs liens communautaires. C'est ainsi qu'il s'établit une relation entre égalitarisme et

cosmopolitisme. C'est aussi pourquoi il s'agit d'un humanisme trompeur car il repose sur l'oubli de l'être et la volonté encore plus perverse de **faire oublier à l'homme cet oubli de lui-même** (qui lui est présenté comme une « libération », alors qu'il s'agit d'une régression, d'une amputation et d'une oppression).

Mais cette idéologie renouvelle le cosmopolitisme en lui donnant un vernis néo-libéral : l'ouverture mondiale des frontières économiques et la dérégulation de la finance étant présentées comme le nouveau paradigme susceptible de conduire l'humanité sur la voie de la paix et de la prospérité perpétuelles comme la suppression des frontières politiques. Ce paradigme est, bien sûr, celui de la super-classe mondiale qui est transnationale et qui érige le déracinement en vertu. Car elle tire seule de fructueux bénéfices du désordre économique qu'elle a créé partout. Le chaos contemporain ne profite qu'à une certaine catégorie de population.

La super-classe mondiale n'est cependant libérale que dans certaines limites :

- elle préconise le laisser-faire laisser-aller pour les autres, car c'est un moyen de déstructurer tous les obstacles qui pourraient se dresser sur sa route ; par contre, en ce qui la concerne, elle ne cherche qu'à monopoliser pouvoir et richesse ;
- elle réclame la liberté pour elle seule, mais met en place une réduction continue des libertés des citoyens, un régime de prohibitions, sous les motifs les plus divers (sécurité, environnement, politiquement correct, ...).

B) Ces différents tabous se constituent en idéologie, c'est-à-dire en discours qui remplit des fonctions politiques bien précises : mystifier, justifier, verrouiller, au service de l'oligarchie occidentale.

B1) Mystifier les victimes de ce chaos : la nouvelle idéologie dominante s'efforce de valoriser le chaos dans lequel nous ont précipité la droite et la gauche de gouvernement, pour le plus grand bénéfice de l'oligarchie financière.

Ce discours valorise la déconstruction du monde – et de notre civilisation particulièrement. On veut nous faire croire que nous vivons un paradis, de « liberté » notamment, alors que nous entrons dans un chaos infernal.

Ce discours sert à cacher **le bénéfice** que tirent ceux qui veulent nous convaincre que nous possédons un bien supérieur, comme le dit Paul Jorion (*Le Capitalisme à l'agonie*, Fayard 2011). C'est le propre de l'idéologie dominante de réussir à faire aimer aux esclaves leur servitude et de la leur faire acheter. L'oligarchie occidentale réalise ainsi le rêve de Lénine : réussir à nous vendre la corde pour nous pendre...

C'est le rôle dévolu à la promotion des prétendues « valeurs » notamment européennes (« L'union européenne se fonde sur les valeurs indivisibles et universelles de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité ; elle repose sur le principe de la démocratie et de l'Etat de droit ») : **nous permettre de mourir en tant que peuple mais en bonne santé moralement correcte.**

Nos frontières sont des passoires mais, heureusement, nous garantissons les droits humains des sans-papiers ! Les récidives criminelles se multiplient mais, Dieu merci, nous avons aboli la barbare peine de mort ! La natalité s'effondre mais, heureusement, le droit à l'avortement est reconnu et remboursé...

La révolution des mœurs, née de Mai 1968, procède du même subterfuge : les Européens sont réputés libérés car ils ont acquis le droit de céder légitimement à presque tous leurs penchants individuels dès lors qu'ils sont monnayables. Ils peuvent désormais « jouir sans contrainte » mais... à la condition d'avoir de l'argent quand même ! Cette liberté n'est donc pas la même selon que l'on est riche, très riche, pauvre ou très pauvre.

Mais, en outre, cette prétendue libération des individus s'accompagne **d'une réduction symétrique des libertés collectives**, et notamment de la souveraineté politique, qui en est l'autre nom.

Toute la ruse de l'idéologie dominante est de nous présenter cet échange trompeur et inégal (car il n'y a pas de liberté individuelle durable si les libertés collectives disparaissent) comme **un progrès** (Enfin, on va nous débarrasser de la contrainte étatique ! Enfin on nous reconnaît – en fait on nous octroie – plein de « droits » !). L'idéologie dominante s'efforce ainsi de positiver la destruction de notre souveraineté politique, c'est-à-dire de nos libertés réelles. C'est d'ailleurs le rôle de la novlangue, qui est la langue de l'oligarchie : nous faire prendre des vessies pour des lanternes, comme quand on nomme les caméras de vidéosurveillance des caméras de « vidéo-protection »...

Est également trompeur le discours sur la libération de l'économie de toute régulation étatique **car ce n'est pas l'homme qui est libéré** mais l'économie qui est seulement **déchaînée**. L'idéologie dominante cherche à positiver le fait qu'aujourd'hui en Occident c'est l'économie qui exerce le véritable pouvoir souverain. L'économie : c'est-à-dire les banques, les grandes entreprises transnationales et les médias qu'elles dirigent, et les hommes réduits à l'état de « ressource humaine ».

B2) Seconde fonction de l'idéologie dominante : justifier moralement ceux qui ont laissé faire ou organisé ce chaos et ceux qui en profitent.

L'idéologie dominante se pare de grands mots (liberté, démocratie, droits de l'homme, Etat de droit, égalité, antiracisme, etc.). La ruse de la super-classe dirigeante est de vouloir faire croire **qu'elle seule** incarnerait ces principes. C'est non seulement faux mais en outre elle les a **détournés de leur sens** et de leur fonction première :

– Liberté ? Mais il ne s'agit que de liberté/licence individuelle ou de consommation et non pas de souveraineté et de maîtrise de soi ;

– Etat de droit ? C'est en réalité de gouvernement des juges et de « judiciarisation » de la vie – en particulier de la relation à l'autre – qu'il faudrait parler ;

– Démocratie ? Mais ce n'est plus la volonté du peuple qui est la loi suprême mais celle des lobbies ; nous vivons en réalité sous un régime oligarchique ;

- Laïcité ? Mais c'est avant tout un anticatholicisme (on a même inventé la « laïcité positive » pour justifier d'aider à l'implantation de l'islam) : le vrai nom de laïcité est islamisation ;
- Antiracisme ? Mais ce vocable sert à détruire en réalité l'expression des légitimes préférences humaines ;
- Droits de l'homme ? Mais on oublie de nous dire que sous ce vocable on déconstruit la citoyenneté et la nationalité.

Ainsi la valorisation des mérites présumés de l'immigration est bien commode pour ceux qui sont incapables de protéger nos frontières et pour ceux aussi qui utilisent les migrants pour se dispenser de mieux payer les salariés européens. Et puisque les hommes ne sont que des individus foncièrement identiques, c'est donc que l'immigration de peuplement ne pose aucune difficulté ! La super-classe mondiale et ses exécutants gouvernementaux ne sont donc responsables de rien. La diabolisation du protectionnisme permet de passer sous silence les méfaits du mondialisme et de la destruction des protections frontalières.

L'idéologie dominante a pour fonction de transformer l'impuissance et la nocivité en pseudo-virtu ! C'est pourquoi elle est mortelle.

B3) La troisième fonction est d'empêcher toute alternative politique pour sortir de ce chaos : le dogmatisme idéologique sert de prétexte au verrouillage politique.

L'idéologie dominante veut nous faire croire, enfin, qu'elle repose sur **des méta-valeurs**, qui devraient par conséquent se situer HORS du domaine de la discussion et de la contestation politiques (ex. : l'immigration est un « droit de l'homme », donc on n'a pas à soumettre la politique migratoire au Parlement et encore moins à référendum). Cette idéologie se diffuse d'ailleurs par des canaux qui ne sont pas strictement politiques : elle est aussi l'idéologie des médias, des « autorités morales », des juges, de la publicité et des grandes entreprises transnationales. Elle agit donc comme une « méta-idéologie » qui cherche à cacher sa nature idéologique, c'est-à-dire **arbitraire**.

Cette posture procure deux avantages à ceux qui se réclament de la nouvelle idéologie :

- *Ils placent leur action au-delà du débat démocratique* : de fait, l'essentiel des révolutions introduites par l'oligarchie occidentale l'ont été sans consultation du peuple (très peu de référendums sur des sujets structurants). L'oligarchie a d'ailleurs, avec le concept de « populisme », théorisé cette posture : ce qui émane du peuple serait suspect de démagogie... « La majorité n'a pas toujours raison », comme disait D. Cohn-Bendit à propos de la votation suisse sur les minarets. Voilà qui est commode quand on perd justement le soutien populaire !

- *tous ceux qui contestent l'action de l'oligarchie sont des monstres qui s'en prennent à des « immortels principes »*. Car on nous explique en permanence – grâce à la mémoire des « heures sombres » – que celui qui le fait nous conduit tout droit au « nazisme ». Celui qui refuse ces prétendues « valeurs » n'émet donc pas une opinion légitime : il commet en réalité un **délit** qui le place hors de l'humanité et en tout cas hors de « l'arc constitutionnel ».

Cette posture permet de mettre au ban de la politique toutes les forces (qualifiées d'extrêmes) qui contestent ces prétendues « valeurs » ou plus particulièrement l'application qu'en a faite l'oligarchie dominante.

III

La droite oligarchique se condamne donc à la marginalisation politique

La nouvelle idéologie est dominante car elle est justement devenue celle de la classe dirigeante occidentale. **Mais cela signifie qu'elle devient minoritaire en Occident. En continuant d'y adhérer d'une façon anachronique, la droite oligarchique se condamne donc à la marginalisation politique.** C'est sa seconde erreur.

A) Cette idéologie est en effet en train, comme le marxisme à la fin de l'URSS, de devenir minoritaire. Elle n'est plus que la langue de l'oligarchie : elle ne repose plus sur l'adhésion mais sur le seul intérêt (si on la rejette on est diabolisé) ou la seule contrainte (répression judiciaire des opinions dissidentes par la police de la pensée et politiquement correct).

L'idéologie dominante est en train d'être rejetée par les Européens pour deux raisons :

A1) Parce qu'elle est celle de l'oligarchie, et que la coupure entre le peuple et l'oligarchie est de plus en plus prononcée.

Car les peuples se rendent compte que la démocratie représentative héritée du XIX^e siècle a été vidée de son sens en raison du recentrage idéologique de la gauche et de la droite de gouvernement. La rupture entre le peuple et les élites dirigeantes est devenue une donnée politique essentielle des prochaines années.

Cette coupure touche aussi bien la gauche que la droite de gouvernement :

- de nombreuses études d'opinion montrent que sur les sujets sociétaux les opinions sont systématiquement plus conservatrices que les partis (même dits « de droite ») ;

- cf. l'étude de la fondation Terra Nova : puisque le peuple n'est plus de gauche mais est tenté par « l'extrême droite », il faut se trouver un peuple de rechange dans l'agrégation de « minorités diverses ». Voir aussi l'étude de la *Revue socialiste* sur le profil des militants du PS qui est aussi éclairante (cf. *Le Bulletin quotidien* du 29 août 2011) : le militant socialiste est généralement très diplômé (54% ont un diplôme universitaire et 10% de grande école) et dispose d'un emploi très protégé ; les ouvriers ne représentent que 3% des adhérents (contre 21,5% de la population, selon l'INSEE, en 2009) ; la mondialisation n'inquiète pas les adhérents socialistes (seulement 40% s'en inquiètent).

A2) Parce que la crise du système dominant est de plus en plus manifeste, de même qu'il est de plus en plus visible que la crise actuelle **est largement imputable à la mise en œuvre des préconisations et principes qui sous-tendent l'idéologie dominante.**

Exemples : l'échec de l'intégration résulte de la volumétrie même de l'immigration de peuplement et du refus égalitaire de reconnaître les différences humaines, l'insécurité est encouragée par le laxisme pénal, le chômage est encouragé par l'immigration et la suppression des frontières économiques, les crises financières sont encouragées par la dérégulation. Cela signifie que la nature perverse et mortifère de l'idéologie dominante se dévoile de plus en plus : de plus en plus d'Européens découvrent que **l'oligarchie roi est nue !**

En effet, cocktail intellectuel, fusion de différents courants, l'idéologie dominante est incohérente :

-son égalitarisme la conduit à refuser l'existence des différences humaines mais son cosmopolitisme la conduit à préconiser le métissage ; mais, si les races n'existent pas, pourquoi appeler au métissage de ce qui n'existe pas ?

-elle prône à la fois la nécessité « d'intégrer » les immigrés mais reconnaît leur droit « naturel » à préserver leur identité (donc à ne pas s'intégrer...) ;

-elle prétend ne reconnaître que les droits des individus mais elle est bien forcée de laisser le communautarisme s'installer du fait de l'immigration de peuplement ;

-le cosmopolite « citoyen du monde », comme le gouvernement mondial, sont une contradiction dans les termes : il n'y a pas de cité sans frontières, sans une dialectique d'inclusion et d'exclusion. L'idéologie dominante est fondamentalement impolitique puisqu'elle rejette tout ce qui permet la politique : l'Etat, la souveraineté, la citoyenneté, les exclusions légitimes, la notion de communauté nationale (elle ne veut voir que des résidents).

Cette idéologie est incohérente car elle repose sur des présupposés anthropologiques et sociaux erronés (l'égalitarisme + la croyance dans le caractère soutenable d'une société d'individus et d'une économie dérégulée + la soutenabilité de l'Etat Providence dans un régime de concurrence mondiale). Comme le marxisme, **sa mise en œuvre ne peut donc déboucher que sur des catastrophes.**

C'est au sens propre une idéologie **mortifère** : la mise en application de ses commandements ne peut que conduire à la destruction de la communauté qui s'y soumettrait. C'est ce que remarquait Jean Raspail à propos de la charité chrétienne dévoyée : elle interdit la fermeté devant l'immigration de peuplement. Cette idéologie véhicule un ensemble de **préjugés mortels**, comme il y en a déjà eu dans l'histoire de la civilisation. Comme l'écrivait l'historien Toynbee, « Les sociétés meurent par suicide, pas par meurtre ».

Au fur et à mesure que cette idéologie incohérente entre dans les faits son caractère nocif ne peut plus être caché au plus grand nombre : **car c'est le plus grand nombre – c'est-à-dire les Européens de souche des classes moyennes et populaires – qui en subit les conséquences néfastes.**

Nous assistons donc aux prémisses d'un grand tournant idéologique en Occident et en France en particulier, dont les symptômes sont notamment la montée des mouvements qualifiés de « populistes » par le système politico-médiatique, et la dénonciation croissante de la tyrannie du politiquement correct, c'est-à-dire, en réalité, la dénonciation des commandements de l'idéologie dominante.

L'idéologie dominante apparaît de plus en plus pour ce qu'elle est : comme la langue d'une petite minorité de privilégiés à qui elle sert de justification cynique car personne n'y croit plus vraiment sauf les idiots utiles.

B) Le ralliement de la droite de gouvernement à la nouvelle idéologie dominante a des effets politiques catastrophiques pour elle à moyen terme.

Le ralliement de la droite oligarchique à l'idéologie dominante a pour effet de l'empêcher **d'enclencher une dynamique d'union de la droite, c'est-à-dire d'élargir sa base électorale**, à la différence de ce qui s'est passé dans d'autres pays et en tout cas à l'opposé de la gauche qui réussit toujours à surmonter ses différences dans une logique d'union.

La diabolisation de « l'extrême droite », qui est une composante de la nouvelle idéologie dominante, est **un piège politique** pour la droite, car elle la fragilise en l'empêchant de rejoindre et de mobiliser un électorat qui représente une part non négligeable des votants et qui donc peut faire la différence lors des présidentielles, qui est l'élection cruciale en France. Cette diabolisation la conduit ainsi parfois à appeler à voter pour le candidat de gauche (on dit alors le « candidat républicain ») plutôt que pour un candidat dit d'extrême droite, c'est-à-dire de droite en réalité (comme quand M. Juppé ou M. Fillon ont appelé à voter pour le candidat socialiste lors du second tour des cantonales de mars 2011) : attitude qui démontre, d'une part, la connivence idéologique de la droite de gouvernement avec la gauche et, d'autre part, le comportement suicidaire de cette droite, car la gauche ne répugne pas du tout, elle, à mobiliser ses extrêmes.

L'effritement fatal de la base électorale de la droite de gouvernement est l'illustration mesurable de cette erreur de stratégie. Voir l'étude de 2002 du CEVIPOF sur les élections législatives depuis 1958 : en 1962, la droite siégeant au Parlement représente 36,9% des électeurs inscrits en métropole au 1^{er} tour des législatives :

En 1968 : 46,2%
En 1986 : 33,5%
En 1993 : 29,02%
En 2007 : 26,8%

En pourcentage des inscrits au 1^{er} tour des législatives, la droite parlementaire a perdu 12 points entre 1958 et 2007, soit sur 49 ans. Mais elle en a perdu plus de la moitié (6,7 soit 56%) entre 1986 et 2007 sur la période récente (21 ans) **qui est justement celle de son ralliement progressif à l'idéologie dominante, initiée avec la « cohabitation » politique.** Accessoirement cela montre que la droite de gouvernement ne représente plus que 27% des inscrits au 1^{er} tour des législatives en 2007, malgré tout l'attirail dont elle dispose pour sidérer l'électeur

et malgré un système électoral favorable aux partis de gouvernement. Ce taux est sans doute encore inférieur aujourd'hui si l'on en croit les sondages (22/23%).

Cette situation est d'autant plus paradoxale que l'opinion majoritaire marque des préférences en faveur de postures qui étaient habituellement classées « à droite » et que l'adhésion à la gauche de gouvernement diminue également : mais la droite de gouvernement n'en profite pas vraiment. C'est que l'alignement de la droite de gouvernement sur l'idéologie dominante **l'empêche en effet de répondre à la nouvelle demande politique qui se fait jour.**

Il y a deux évolutions majeures de l'opinion occidentale : le déclassement de la classe moyenne et la progression de la conscience identitaire chez les Européens de souche.

1. Le déclassement de la classe moyenne, victime du chômage, de la crise de l'Etat Providence, sensible à l'augmentation des inégalités économiques et à la progression de l'immigration, constitue le fait sociologique majeur du début du XXI^e siècle (cf. sondage TNS Sofres paru le 13/9/2011 : 75% des Français estiment vivre « moins bien » qu'avant, ce qui est un score inégalé depuis 1981). C'est lui qui explique la montée en puissance des populismes (y compris aux Etats-Unis, cf. le livre d'Arianna Huffington *L'Amérique qui tombe*).

Ce déclassement est perçu comme **une rupture injuste du pacte social occidental** tel qu'il a été conçu après la seconde guerre mondiale : la possibilité offerte à chacun de progresser socialement par son travail et ses efforts ; comme une injustice car, comme l'écrit Huffington, ce sont ceux qui ont *respecté les règles* qui découvrent qu'ils sont les victimes du système et notamment de ceux qui les violent en permanence en toute impunité et qui sont les seuls à bénéficier de la « dérégulation » néo-libérale ou de la xénophilie officielle. D'où, d'ailleurs, l'expression révélatrice « d'indignés » pour désigner des mouvements de révolte ou de résistance politique qui se développent aujourd'hui partout (même à Wall-Street). Ce nom est significatif du fait que les ex-« majorités silencieuses » le sont de moins en moins, comme elles sont de moins en moins passives.

Le « populisme » devient « le cri de douleur » de la classe moyenne occidentale et des classes populaires, comme le fut le socialisme pour le prolétariat. Auparavant la classe moyenne constituait le principal soutien des partis de gouvernement ; aujourd'hui, elle tend à s'en détacher (abstention, vote pour des formations politiques dissidentes, démoralisation). Il en va de même des classes dites populaires (cf. l'étude de la Fondation Jean Jaurès sur *Les ressorts du vote FN dans les milieux populaires*, soit les personnes dont le salaire mensuel est au maximum de 1250 € nets) : c'est le sentiment d'insécurisation et d'injustice qui explique le vote FN qui devient non plus un vote sanction mais un vote « d'empathie de points de vue » (*Le Bulletin quotidien* du 27 septembre 2011).

2. La progression rapide de la conscience identitaire en Occident, conséquence mécanique de la croissance de l'immigration de peuplement et de l'islamisation. La conscience identitaire a touché tous les peuples au XX^e siècle et a servi de socle à la décolonisation. Les Européens étaient sur ce plan en dormition depuis 1945 mais l'immigration et l'islamisation qui l'accompagne se

chargent de les réveiller progressivement (un effet que n'avait pas prévu le patronat transnational !).

Mais le positionnement idéologiquement correct de la droite oligarchique l'empêche justement de répondre à ces attentes de façon crédible :

– elle répond à l'inquiétude de la classe moyenne en indiquant que « la prospérité est au coin de la rue » et que pour cela il faudra faire encore des sacrifices, ce que chacun traduit par une nouvelle dégradation injuste de sa situation ;

– elle répond au courant identitaire que l'immigration est quand même une chance et que là encore il faut que les autochtones fassent de nouveaux efforts pour « intégrer » les immigrés, donc un nouveau discours culpabilisant et négatif.

Conclusion

En conclusion, l'histoire de la droite de gouvernement en France après 1981 est celle d'un échec historique doublé d'une escroquerie politique.

A) Un échec historique car si des hommes dits « de droite » ont effectivement accédé au pouvoir sous cette étiquette médiatique et ont donc « réussi » individuellement, cela a été pour mettre en œuvre en réalité les commandements de l'idéologie qui s'est imposée en Occident qui sont aux antipodes des véritables valeurs de droite. Et, au surplus, non seulement la droite de gouvernement a abandonné ses valeurs mais **elle les a diabolisées**, en prétendant prendre le contre-pied de ce que l'on nomme désormais dans les médias « l'extrême droite ». Ce que n'a jamais fait la gauche vis-à-vis de l'extrême gauche.

Avec Giscard d'Estaing, la droite pensait miser sur l'émergence d'un « grand groupe central » qui réunirait, autour d'elle, « deux Français sur trois ». Mais depuis le début du XXI^e siècle ce groupe central est en train **de se disloquer** partout en Occident, notamment du fait de la paupérisation des classes moyennes et populaires. La droite oligarchique qui s'est positionnée en faveur de « la mondialisation heureuse » et de l'abolition des frontières, comme la gauche, et qui reste prisonnière des tabous de l'idéologie dominante en ce qui concerne l'immigration, **n'a aucune perspective à offrir à ce grand groupe central inquiet et de plus en plus « indigné »**.

Cette situation lui est plus préjudiciable qu'à la gauche, car cette dernière conserve dans la société des bastions intellectuels et politiques forts (même s'ils sont en crise : syndicats, médias, université, école). La droite de gouvernement n'est pas dans la même situation car elle ne cesse de décourager ses soutiens habituels (ex. aujourd'hui, y compris dans le monde agricole). Et elle sera toujours moins crédible que la gauche quand il s'agit de reprendre à son compte son idéologie.

B) C'est aussi une escroquerie politique car le système politico-médiatique continue de mettre en scène une opposition gauche/droite qui est devenue largement **factice** en réalité, puisque les deux puisent désormais à la même source idéologique – la nouvelle idéologie dominante – et mènent peu ou prou la même politique.

On connaît le scénario de ce spectacle politique : d'abord, la droite de gouvernement lors des campagnes électorales s'empresse d'adopter un discours « de droite » (ex. fermeté en matière de sécurité et d'immigration) pour essayer de rameuter son électorat ; les ligues de vertu de gauche et d'extrême gauche lui donnent alors la réplique, ce qui contribue au bon déroulement de la manœuvre sous l'œil complaisant des médias. Mais il ne s'agit que d'une **droite publicitaire**, qui cherche avant tout à séduire des **prospects politiques** (ex. l'aveu de l'échec du « multiculti » en Allemagne ou les propos de M. Guéant sur l'immigration). Une fois l'élection obtenue, c'est-à-dire une fois les prospects politiques devenus des **clients captifs**, le ton change : la droite de gouvernement s'empresse de revenir dans le giron de la nouvelle idéologie dominante.

Sur le long terme ce mouvement de volte-face est de moins en moins efficace cependant car les déçus – pour ne pas utiliser un autre mot – finissent par voter avec leurs pieds.

La droite de gouvernement se trouve donc aujourd'hui dans **une impasse politique** qui est aujourd'hui symbolisée et consommée de façon paroxystique avec la présidence de N. Sarkozy, même si le phénomène s'inscrit dans la durée :

-soit elle persiste à s'enfermer dans les tabous de l'idéologie dominante ; alors que la crise du système se dévoile de plus en plus, elle se condamne donc à l'impuissance et à encourir la sanction électorale. **Car il n'y a pas de solution au chaos actuel qui ne passe par une remise en cause des tabous de l'idéologie dominante.** Il n'est pas possible d'inverser les flux migratoires si l'on ne remet pas en cause l'idéologie des droits de l'homme et les pouvoirs des juges « européens » qui en sont l'instrument. Il n'est pas possible de lutter contre la désindustrialisation et le chômage si l'on ne remet pas en cause le dogme du libre-échange mondialiste. Il n'est pas possible de lutter contre les déficits si l'on ne remet pas en cause l'Etat Providence. Il n'est pas possible de rétablir la sécurité si l'on ne revient pas sur le laxisme pénal. Il n'est pas possible de restaurer la démocratie, et donc de refonder un pacte politique durable, si l'on ne redonne pas la parole au peuple.

C'est l'option d'une décomposition progressive de la droite, le scénario le plus probable à court terme, même s'il peut, certes, être retardé par le régime électoral ;

-soit la droite de gouvernement décide de rompre avec l'idéologie dominante pour répondre aux attentes majoritaires de la population et résoudre la crise actuelle. Mais quelle serait la **crédibilité** de ces soixante-huitards qui déclameraient alors contre « l'effondrement moral » de la société (à l'image de D. Cameron après les émeutes ethniques), c'est-à-dire qui prendraient aujourd'hui la posture de critiquer les effets des politiques qu'ils ont mises en

œuvre avec zèle, puisque ce sont eux seuls qui ont exercé le pouvoir sans partage depuis 50 ans ?

Se pose aussi la question de savoir si les appareils de la droite de gouvernement sont prêts à opérer un tel retournement, qui les priverait, au surplus, des soutiens médiatiques et financiers, pour encourir à leur tour les risques de la diabolisation. Ses élus en auront-il le courage ?

Il est probable aussi qu'une telle évolution déclencherait une crise au sein de la droite de gouvernement qui serait alors menacée d'éclatement. La droite se recomposerait alors, mais dans la douleur.

Seul un bouleversement politique et social pourrait constituer le déclencheur d'une recomposition de la droite (comme la défaite de 1981 avait commencé de le faire avant que la cohabitation ne gèle toute tentative de réforme de la droite de gouvernement).

Comme l'analysait Aristote, les oligarchies finissent toujours par disparaître pour deux raisons :

- soit elles s'entredéchirent en clans et factions rivales, et du choc des oligarchies naît un nouveau pouvoir ;
- soit elles finissent par se rendre odieuses au peuple.

Ne sommes-nous justement pas en train d'assister à ces deux phénomènes ?

Dans les deux cas la droite de gouvernement, c'est-à-dire la droite oligarchique telle qu'elle existe aujourd'hui, est condamnée à évoluer ou à disparaître.

Jean Violette
8/10/2011